

L'URGENCE : MOBILISER !

Le gouvernement multiplie et accélère actuellement les «réformes» dans tous les secteurs pour détruire méthodiquement l'État social et la résistance des acteurs et actrices à ce démantèlement sans précédent. Il prend même prétexte des contestations pour préparer les esprits à d'autres réformes cachées comme des poupées russes dans la réforme des retraites: améliorations salariales (hypothétiques) pour les enseignant-e-s en contrepartie d'un changement du statut et d'une augmentation du temps de travail, dérégulation du statut d'enseignant-chercheur et menace sur le statut de Maître de conférences pour privilégier des statuts précaires en début de carrière. Mais comme le montrent la puissance et la durée du mouvement contre la «réforme» des retraites, nul n'est plus dupe des promesses d'amélioration qui nous sont faites. Malgré la démultiplication des fronts, et la visibilité toute relative des enjeux de la réforme de la formation des enseignant-e-s, les acteurs et actrices restent très mobilisé-e-s dans les INSPE et UFR pour dénoncer les effets catastrophiques qu'elle aurait et demander l'ouverture d'une véritable réflexion collective sur la question.



JANVIER 2020 | lettre réalisée sous la responsabilité du collectif FDE par Michèle Artaud, Vincent Charbonnier, Muriel Coret, Michela Gribinski, Marie-France Le Marec, Konstanze Lueken, Stéphanie Péraud-Puigsgéur

Cette semaine est décisive à plus d'un titre: pour le combat contre l'offensive néolibérale de Macron et du gouvernement pour détruire d'abord notre système de protection sociale et nos retraites bien sûr – il faut être de toutes les initiatives le 9, le 10, le 11...! Mais il faut aussi ancrer notre résistance contre l'ensemble des politiques régressives, secteur par secteur, et la politique menée par J.-M. Blanquer et F. Vidal mettent à mal écoles, collèges, lycées et universités. Les AG, les heures d'information syndicale, les tracts doivent lier nos combats. Les attaques contre la formation des enseignant-e-s (FDE) sont maintenant bien précises. Lundi prochain 13 janvier nous invitons tous les syndiqués impliqués dans la FDE à nous rejoindre pour une journée de débats sur la situation, les enjeux, les moyens à mettre en œuvre pour enrayer la machine.

Depuis les annonces ministérielles le 20 novembre 2019 d'une «réforme» de la formation des enseignants (<https://www.snesup.fr/article/annonces-du-20-novembre-2019-sur-la-formation-des-enseignants-documents-et-analyses>), les prises de position se multiplient contre cette énième «réforme» gouvernementale («réforme» des retraites, «réforme» de la gestion des carrières des enseignants, «École de la

confiance», «réforme» des bacs et des lycées, «réforme» de la voie professionnelle, etc.) et sa mise en œuvre à la rentrée 2020: les déclarations, motions, votes se multiplient émanant de différentes composantes universitaires (INSPÉ, UFR) dans une grande majorité des académies: Aix-Marseille, Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Créteil, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nantes, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, Versailles... (<https://www.snesup.fr/article/motions-propos-des-annonces-du-20-novembre-2019-sur-la-formation-des-enseignants>).

Nous redisons notre opposition au fond de cette réforme qui propose de mauvaises réponses à de bonnes questions, comme à sa forme en particulier: la méthode qui consiste à la délivrer sous la forme d'un «prêt-à-l'emploi» – c'est dans l'air du temps – entérine (une nouvelle fois) le principe d'une dépossession et du dessaisissement des acteurs et des actrices de la formation.

Nous avons déjà eu l'occasion de faire la proposition d'un cahier des charges susceptibles d'assurer les conditions de la réussite d'une nouvelle FDE formation des enseignant-e-s, à laquelle nous renvoyons (https://www.snesup.fr/sites/default/files/fichier/2_-_cahier_des_charges_o.pdf): ces conditions sont les incontournables des négociations qui restent à venir.

Concernant la dimension professionnelle et le stage, trois points étaient mentionnés, pour que cela fasse sens dans la formation:

- 1/ pas d'étudiant-e-s en pleine responsabilité utilisé-e-s comme moyens d'emploi dans le cadre de leur formation
- 2/ un stage «formateur», qui permette aux étudiant-e-s d'être confronté-e-s à plusieurs contextes professionnels (cycles, niveaux...)
- 3/ un accompagnement réel avec des personnels formés, formateurs/trices, tuteurs/trices, et les moyens nécessaires

Il s'agit pour nous de n'exclure aucune des dimensions de la formation, qui se doit (et en définitive ne peut qu') être professionnelle et universitaire: beaucoup d'autres formations «à visée professionnalisante» (juristes, médiation culturelle, etc.) parviennent à gérer cet équilibre sans tomber dans le piège des clivages inutiles et stériles, entre «disciplinaire» et «professionnel», entre composantes, entre «professionnel» et «pratique»... Oui, la dimension professionnelle est fondamentale dans les masters de formation des enseignant-e-s, mais «professionnel» ne veut pas dire, pour nous, «application obéissante de prescriptions ministérielles» ou «formatage institutionnel» mais mise à disposition de savoirs universitaires sur l'analyse des situations professionnelles, des situations didactiques, des situations éducatives,

savoirs qui complètent ceux des disciplines d'enseignement. Qui décide de ce que les mots «universitaire», «disciplinaire», «professionnel» recouvrent exactement? Nous ne devons pas laisser le ministère les détourner en créant des ambiguïtés et des flous, en laissant penser qu'il existerait une «bonne façon» d'enseigner, quelle que soit la discipline, quel que soit le niveau d'intervention... Nous ne devons pas laisser opposer UFR, censés détenir, seuls, les «savoirs disciplinaires» sans lien avec le métier d'enseignant et INSPE, hors sol et hors discipline, chargés de diffuser la bonne parole ministérielle! Refusons cette caricature! Nous nous battons contre l'idée qu'il suffirait de mettre les étudiant-e-s sur le terrain pour qu'ils se forment. Il revient aux acteurs et actrices de la formation des enseignant-e-s, de faire en sorte que la part «professionnelle» de la formation renforce l'esprit critique des futur-e-s enseignant-e-s: pas de «professionnel» sans ancrage disciplinaire, pas de

«terrain» sans savoirs issus de la recherche! Pour paraphraser une célèbre assertion kantienne: *le «terrain» sans la recherche est muet et sans celui-là, celle-ci est aveugle.*

L'unité est ici nécessaire, enseignant-e-s des composantes, enseignant-e-s des INSPÉ, enseignant-e-s en service partagé, tuteurs et formateurs en établissements, tous et toutes les acteurs et actrices de la formation... c'est collectivement que nous devons lutter et défendre la qualité de la formation qui n'est/ne peut être, indissociablement, qu'universitaire et professionnelle. C'est collectivement que nous devons imposer les formes de la démocratie universitaire, aujourd'hui totalement bafouée pour décider des maquettes répondant aux besoins d'une formation de haut niveau pour les enseignant-e-s.

RÉUNION NATIONALE FDE DU 13 JANVIER 2020

**Nous organisons une nouvelle réunion nationale
sur la formation des enseignants au siège national
du SNESUP-FSU à Paris,**

le 13 janvier 2020 de 9 h 30 à 16 h 30

**78, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris
(M° Château d'eau)**

**Pour signaler votre participation, nous vous
remercions de nous adresser un courriel à l'adresse
fde@snesup.fr en indiquant votre nom ainsi que
votre établissement. Les frais de déplacement
en métropole seront pris en charge
pour les adhérents du SNESUP-FSU**
